

Confinement et crise économique assèchent les ressources des associations de solidarité internationale au moment même où les besoins explosent. A Genève, l'inquiétude est mâtinée d'espoir

Futur incertain pour les ONG

ISOLDA AGAZZI

Genève ► La plupart des Organisations non gouvernementales (ONG) installées à Genève ne souffrent pas trop de la crise du coronavirus, mais cela pourrait changer dès l'année prochaine. Elles saluent le formidable élan de solidarité du public et appellent l'Etat à continuer à les soutenir. Pour l'instant les autorités les écoutent, contrairement à d'autres pays.

Le 20 mai, Oxfam International annonçait le licenciement de 1450 collaborateurs, un tiers de ses effectifs, et l'arrêt des opérations dans dix-huit pays. Si ses difficultés financières ont commencé il y a deux ans, à la suite du scandale de la pédophilie en Haïti, la baisse des dons résultant de la crise du coronavirus aura porté un grand coup à l'une des principales organisations de développement du monde. Ce n'est pas la seule: selon une étude publiée début mars, près de la moitié des ONG britanniques risquent de perdre un tiers de leurs revenus.

Enquête du CAGI

Quelle est la situation à Genève, qui abrite, selon les calculs, entre 400 et 750 ONG? Début mai, le Centre d'accueil de la Genève internationale (CAGI) a envoyé un questionnaire à 450 ONG, auquel 120 ont répondu. «Nonante-huit pour cent des ONG se disent impactées par la crise, mais plus de la moitié jugent cet impact modéré», a détaillé Julien Beauvallet, responsable du service ONG du CAGI, la semaine dernière au Club suisse de la presse. «Comme le Covid-19 est arrivé au printemps, qui est une période intense en conférences à Genève, trois quarts des organisations ont dû diminuer leurs activités. La plupart ont réagi rapidement et mis en place des projets en lien avec le Covid-19, mais un quart ont dû réduire leur personnel.»



La tenue cette année de la Marche de l'espoir, organisée par Terre des hommes, est encore incertaine. KEYSTONE

Pourtant les perspectives sont très sombres: si pour l'heure l'impact financier est marginal (la plupart reçoivent des financements pluriannuels), il y a une grande incertitude quant aux arbitrages budgétaires des donateurs (qui sont principalement des Etats et des organisations internationales) et à la place de la Genève internationale.

Besoins plus importants

La plupart des ONG installées à Genève font du plaidoyer auprès de l'ONU. D'autres mènent des projets de développement sur le terrain, profitant de la synergie entre les nombreuses organisations humanitaires présentes en

ville. «Terre des hommes Suisse travaille dans la protection de l'enfance dans une dizaine de pays, explique Christophe Roduit, le secrétaire général. Si les enfants ne sont pas le visage de la pandémie, nous craignons qu'ils en soient les premières victimes. La crise risque de faire passer à la trappe les avancées des dix dernières années: en raison des mesures de confinement, 76% des élèves du monde entier ne vont plus à l'école. Beaucoup risquent de ne pas y retourner du tout et de devoir travailler, voire de tomber dans l'exploitation.»

Quarante pour cent des fonds de cette ONG proviennent de la Confédération et des can-

tons «qui ont fait preuve de beaucoup de flexibilité» et 60% des privés – particuliers, fondations, entreprises –, qui «se sont montrés très fidèles». Mais la grande menace réside dans des événements grand public qui ont soit été annulés, comme la Fête de la musique et Paléo, soit sont incertains, comme la Marche de l'Espoir.

2021, année de tous les dangers

Même son de cloche chez Médecins sans frontières (MSF), dont Liesbeth Aelbrecht, la directrice générale, salue «l'incroyable solidarité de la population, en Suisse et dans le monde!»

Ajoutant cependant que «nous sommes très inquiets pour 2021 car nos dons proviennent essentiellement du secteur privé, de fondations d'entreprise et de personnes comme vous et moi, et sans le face-à-face, cela va devenir compliqué».

Quant aux financements publics, Genève représente la moitié des fonds alloués à la solidarité internationale par les collectivités locales suisses – un budget stable pour le canton et qui a même augmenté pour la Ville. «Si on additionne les fonds du canton et de toutes les communes genevoises, on se rapproche des 30 millions de francs par an. Mais la question est de savoir si ces finan-

ciements vont être reconduits», relève Stefan Davidshofer, du Global Studies Institute.

Frémissement positif

A Berne en tout cas, l'espoir est permis: le 27 mai, la commission de politique extérieure du Conseil national a proposé de relever les crédits cadre pour la coopération internationale de 241 millions de francs, par rapport au projet du Conseil fédéral, pour



«La crise risque de faire passer à la trappe les avancées des dix dernières années»

Christophe Roduit

les années 2021-2024 (notre édition du 29 mai). Ces fonds supplémentaires correspondent à la somme totale nécessaire pour amener le taux d'aide publique au développement à 0,5% du revenu national brut d'ici à 2024. Une augmentation qui, cependant, doit encore être acceptée par le parlement.

«Au Royaume-Uni, le gouvernement se retire du soutien aux ONG. En Suisse, ce n'est pas le cas et c'est peut-être ce qui explique que la situation des associations y est moins inquiétante. Pour l'instant du moins», conclut Martial Paris, de la Swiss Philanthropy Foundation. I

L'accord Europe-Mercosur a du plomb dans l'aile

Libre-échange ► Après la Wallonie et l'Autriche, les Pays-Bas. Le vote de défiance mardi du parlement néerlandais rend de plus en plus incertaine l'adoption de l'accord de libre-échange présenté il y a un an par le Marché commun sud-américain (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) et l'Union européenne. Rappelons que la Suisse a également souscrit à un tel accord mais un vote des Chambres et un possible référendum rendent sa mise en œuvre encore incertaine. L'Argentine elle-même pourrait revenir sur sa signature, un gouvernement souverainiste ayant succédé en décembre dernier au pouvoir libéral de Mauricio Macri.

«C'est un signal politique: si même les Pays-Bas sont contre, ça va être difficile», a concédé jeudi une source européenne à l'AFP. Le porte-parole de la Commission européenne, Daniel Rosario, s'est lui refusé à tout commentaire direct. «La Commission est consciente du débat sur l'accord commercial

L'Argentine elle-même pourrait revenir sur sa signature

UE-Mercosur qui se déroule dans différents Etats membres (...) Nous écoutons avec attention les différents points de vue exprimés», a-t-il dit. Mais cet accord a «tout pour promouvoir des valeurs telles que le développement durable et profiter aux agriculteurs, producteurs et consommateurs européens», a-t-il estimé.

La Chambre basse du parlement néerlandais a voté mardi une motion demandant au gouvernement d'informer Bruxelles qu'il retirait son soutien à l'accord, critiqué pour ses éventuelles conséquences sur l'environnement et les agriculteurs. Avant les Pays-Bas, le parlement autrichien avait, en septembre dernier, astreint son gouvernement à s'opposer à la signature de l'accord, en raison notamment de doutes sur les engagements du Brésil en faveur du climat. La France, l'Irlande ou le Luxembourg se sont montrés récalcitrants également. Et en début d'année, la Wallonie a fait entendre son

désaccord. En février, son parlement a adopté à l'unanimité une motion s'opposant à l'accord, pointant des risques «trop importants» sur le climat et l'environnement, sur la santé des consommateurs ainsi que sur l'agriculture familiale et durable. Or, le texte doit être ratifié par l'ensemble des Etats membres pour entrer en vigueur. L'UE et les quatre pays du Mercosur avaient annoncé la conclusion des négociations en juin 2019. Le texte est depuis en cours de «finalisation» par les services juridiques des différentes parties et traduit, avant le début officiel du processus de ratification.

De sources bruxelloises, la Commission espérait accélérer le processus de ratification dans la deuxième moitié de l'année 2020, moment où l'Allemagne exercera la présidence tournante de l'UE. L'idée était notamment d'éviter que cet accord ne s'imisce dans la campagne présidentielle française de 2022, pays où il est particulièrement mal vu par les agriculteurs. **ATS/BPZ**

L'ancien président Uribe soupçonné d'espionnage

Colombie ► La Cour suprême de la Colombie a annoncé mardi l'ouverture d'une enquête contre l'ancien président colombien Álvaro Uribe, actuellement sénateur, soupçonné d'être impliqué dans une affaire d'écoutes illégales menées par des militaires. L'affaire remonte à 2019. La revue *Semana* a révélé en mai l'existence d'un réseau d'espionnage du renseignement militaire contre quelque 130 journalistes, hommes politiques, militaires en retraite et syndicalistes.

L'un des militaires impliqués dans le scandale a déclaré à la revue qu'il avait reçu l'ordre de transmettre des informations collectées sur une magistrate à «un homme politique connu du Centre démocratique», le parti au pouvoir que dirige M. Uribe, président de 2002 à 2010.

Si des preuves sont trouvées, la Cour suprême peut lancer un procès pénal contre l'ancien chef de l'Etat. Parmi les personnes qui auraient été la cible de ces surveillances illégales figureraient Nicholas Casey, correspondant du *New York Times*, et José Miguel Vivanco, directeur exécutif de la division Amériques de l'organisation non gouvernementale Human Rights Watch (HRW). **ATS**